



SECTION
ORBONNE-LETTRES

N° 7

PERSPECTIVES

SOMMAIRE ↗

- UNEF : Débats politiques importants
- La psychologie aura-t-elle une place en pays socialiste ?
- Le Contre-Plan

L'A.G. de l'U.N.E.F. : Débats politiques importants.

La première conclusion que l'on peut tirer de la dernière Assemblée Générale de l'U.N.E.F. est très positive : les débats politiques ont été, la plupart du temps, intéressants, bien posés, clairs et il semble que les différentes Associations Générales auront la possibilité d'alimenter ces mêmes débats, de se déterminer et de décider au prochain Congrès de l'U.N.E.F. (Bordeaux : Pâques 64) Quelle sera la stratégie de l'U.N.E.F. à long terme, quelles en seront les conséquences à court et moyen terme ?

Quelles sont donc les oppositions politiques qui se manifestent à l'intérieur de la Minorité de l'U.N.E.F.? Quels sont les schémas politiques qui sous-tendent l'orientation des deux tendances qui s'opposent à l'heure actuelle (la tendance « apolitique » traditionnelle étant mise à part) ?

DE DIJON AU 21 FÉVRIER 1964

I°)- Le Congrès de Dijon, tournant du Mouvement Etudiant, avait redéfini l'Etudiant par rapport à son travail, à sa formation, à son devenir professionnel, à son statut socio-économique, en replaçant l'Université dans le cadre économique qui est le sien (problèmes de la démocratisation de l'Enseignement, en liaison avec la planification et le marché de l'emploi, la division sociale du travail...). De plus, un nouveau type de pratique syndicale avait été défini dans le sens d'une participation véritable de la bases aux prises de décisions et surtout à l'élaboration la plus large et la plus constante possible par la plus grande masse. Les expériences, les enquêtes, les commissions devaient être généralisées au niveau le plus bas, c'est à dire au niveau de l'amphithéâtre. L'U.N.E.F. se voulait un syndicat de masse, c'est à dire, non pas que tous les étudiants prennent conscience spontanément de telle ou telle situation, mais que l'U.N.E.F. soit capable d'intervenir parmi tous les étudiants et de leur faire prendre conscience de leur situation dans l'Université et dans la Nation.

Or, l'U.N.E.F. a été confrontée depuis DIJON à un certain nombre d'échecs objectifs (baisse de cartes, corporatisme à la base compensé par une politisation artificielle au sommet, échec de l'occupation de la Sorbonne,..).

Cet échec de l'U.N.E.F. est d'ailleurs l'échec de l'ensemble de la gauche : les luttes sociales importantes attendues n'ont pas eu lieu, le Pouvoir est resté plus autoritaire que jamais, l'évolution des Partis politiques et en particulier du P.C.F. ne se manifeste toujours pas, les problèmes de l'Unité n'ont pas avancé.

LE PARI DS L'U.N.E.F.

A partir de ces constatations, une tendance majoritaire actuellement, et certains de ses leaders contestent la possibilité pour l'U.N.E.F. de pouvoir porter son combat contre la Technocratisation et l'Industrialisation de l'Université voulue par le Pouvoir, pour des réformes structurelles de l'Enseignement dont les principes de base ont été définis dans le Manifeste de l'U.N.E.F. Un tel combat ne peut qu'entraîner, à l'heure actuelle, soit une minorisation politisée du syndicat (« une marxisation »), soit une intégration rapide au système politique et économique existant, ce combat aboutissant à un corporatisme généralisé à la base, c'est à dire, à un essai de rationalisation de l'Université, par des réformes partielles sans contenu politique véritable,

Cette analyse consiste à dire que l'U.N.E.F. a engagé un « pari » qu'elle a perdu et qu'il s'agit désormais de faire en sorte qu'elle redevienne « l'organisation de masse » qu'elle était il y a quelques années, qu'elle est condamnée à n'avoir qu'une stratégie défensive, que le syndicat étudiant doit attendre une évolution des forces démocratiques et les mutations économiques importantes qu'il y aura aux environs de 1970 (mutations économiques à l'échelle de l'Europe, entrée massive dans l'Economie des cadres moyens et des techniciens supérieurs qui feront naître dans les structures économiques et sociales du pays des heurts et des blocages importants du fait de leur sous-formation de leur intégration dans le système néo-capitaliste, dont ils ne seront que les exécutants, couche sociale dont l'importance future est considérable)

L'U.N.E.F. « GROUPE DE PRESSION »

A court et moyen terme cela signifie que l'U.N.E.F. aura une stratégie défensive, que toute réflexion et analyse autonome sont condamnés à disparaître. L'U.N.E.F. ne sera pas le syndicat qu'elle voulait être, elle sera peut-être anti-gaulliste, ce qui peut aboutir à une manipulation de la base non consciente et sans pratique véritable par le sommet politisé. L'U.N.E.F. s'est heurtée au mur du préalable politique, qui est le résultat d'une analyse par ailleurs profondément anti-syndicale, qui consiste à dire qu'il faut attendre la chute du régime pour que le syndicat puisse voir ses revendications satisfaites.

L'U.N.E.F. rassemblera le plus d'étudiants possible sous des revendications très traditionnelles pour refaire « l'unité du Mouvement ». Elle redeviendra le « groupe de pression » qu'elle était ; elle sera l'une des « courroies de transmission » des partis de gauche qui se refusent de poser les vrais problèmes du passage au Socialisme. Elle pratiquera une certaine politique inter-syndicale, par ailleurs inefficace, préalable elle aussi à toute action de masse du Mouvement étudiant. Cela entraîne une prise de pouvoir à l'U.N.E.F. des corporatistes et des étudiants suivistes par rapport au P.C.

L'axe de cette politique consiste à dire que toute stratégie fondée sur une lutte pour des réformes de structures est certainement fondamentale pour les luttes à venir, mais dangereuse maintenant du fait de la

position défensive des forces démocratiques. Cette affirmation « est incohérente », il est « fondamentalement contradictoire de lutter pour le Socialisme aujourd'hui sans lutter déjà et en même temps, ici et maintenant, là où nous sommes, sur les lieux d'apprentissage et de travail, pour la transformation de toutes les structures sociales »(I).

Certains plus pessimistes (« Nihilisme politique de Marc Kravetz et de ses amis »(I) posent cette analyse à un tel point qu'il leur semble que l'apolitisme du milieu va entraîner à l'U.N.E.F. une prise de pouvoir des « Majos traditionnels », une minorité de l'U.N.E.F. restant politisée et « attendant son heure » (Il y a par ailleurs possibilité de passage à moyen terme d'une direction corporatiste à une direction « apolitique ».)

(Il existe une troisième voie que d'aucuns qualifient d'imaginaire, c'est celle de la disparition de l'U.N.E.F. A cet égard, il serait bon de méditer sur l'avenir de la « ZENGAKUREN » (Union Nationale des Etudiants Japonais) qui fut capable, il y a quelques années, de mettre 100.000 étudiants offensifs dans la rue, et même de faire démissionner un premier ministre, en manifestant contre le traité Nippo-américain de défense, qui fut pour eux leur « guerre d'Algérie ». À l'heure actuelle, la ZENGAKUREN, après un essai d'orientation sur les problèmes universitaires, est divisée en multiples sectes et tendances, pro-chinois, trotskystes, ..La ZENGAKUREN a désormais disparu de la vie politique.)

Une telle analyse a conduit le bureau de l'U.N.E.F. à démystifier la plateforme revendicative qu'il avait élaborée et que l'Assemblée Générale avait adoptée la veille avec une certaine majorité. La possibilité actuelle pour l'U.N.E.F. de poser les problèmes du statut et de la fonction sociale de l'étudiant, à partir de la revendication de l'Allocation d'études, et par là même de créer un rapport de forces favorable, est nulle ; soit par l'apolitisme du milieu, soit parce que le Mouvement n'en veut pas.

STRUCTURES DE FORMATION ET STRUCTURES ECONOMIQUES

2) Cette analyse générale de l'U.N .E.F. est contestée par la « tendance minoritaire » (Rennes, E.N .S.).

Outre le caractère pessimiste, voire sentimental, de l'analyse majoritaire qu'elle dénonce, la « tendance minoritaire » fonde sa stratégie syndicale offensive sur les schémas suivants :

Que le milieu soit apolitique, non sensibilisé, cela est concevable dans la situation actuelle. Ceci dit, il ne s'agit pas de vouloir faire en sorte que l'étudiant de base, voire l'adhérent fasse le cheminement de la pensée politique qu'a fait l'U.N .E.F. depuis Dijon 63. Il s'agit de considérer que l'avancée politique de l'U.N.E.F. est acquise définitivement, et qu'il faut partir de cet acquis.

Si le milieu est non politisé, cela est dû en grande partie aux rapports qu'il existe, à l'heure actuelle, entre la formation reçue et la profession future, entre l'Université et l'Economie, et l'évolution de l'Economie dans le

sens du néo-capitalisme. Face à cette situation, le syndicat a pour rôle d'intervenir politiquement, en posant directement les rapports qu'il y a entre structures de formation et structures économiques. Il ne s'agit pas de compenser par une politisation artificielle, un apolitisme de la base, il s'agit d'intervenir à tous les niveaux de formation, en particulier dans l'amphithéâtre, pour poser les vrais problèmes ressentis par le milieu, imposés au milieu (Plan FOUCHET)

Le rôle du syndicat étudiant, selon la « tendance minoritaire », est, dans la situation politique actuelle, d'intervenir dans le sens d'une transformation du Système d'Enseignement Supérieur, sur les problèmes de contenu, de méthodes, de réformes de structures de cet enseignement et ceci pour élever le niveau de conscience du milieu et lui permettre d'être armé pour réagir face au système socio-économique qui s'installe.

LES CONTRADICTIONS DE L'UNIVERSITE

Cette prise de conscience est par ailleurs facilitée par les contradictions qu'il existe entre « l'Université libérale » et « l'Université technocratique », entre la « nécessité de développer au maximum l'esprit critique des ingénieurs et des chercheurs, condition sine qua non d'une évolution rapide des techniques, et la nécessité d'éviter les réactions critiques des cadres de l'Economie, de peur qu'ils n'exercent leur esprit d'analyse sur des structures sociales qu'ils risqueraient de mettre en cause. De même, il y a contradiction entre le caractère de compétition individuelle que prend l'activité humaine dans une société de profit, et le développement nécessaire à tous les niveaux du travail en équipe et de la prise de décisions collégiale .»(2)

Tel doit être le sens de l'intervention du syndicat à la base, par une explicitation, entre autres choses, des tenants et des aboutissants du Plan FOUCHET, par une Pratique Universitaire de Base (à préciser par ailleurs au prochain Congrès d'une manière plus scientifique) qui nous permette de poser les problèmes de contenu de l'enseignement, de formation de l'étudiant. Une telle intervention, dans le sens défini précédemment, permet d'éviter et politisation artificielle et les déviations corporatistes déjà constatées.

LA REVENDICATION DE L'ALLOCATION D'ETUDES

« Le statut socio-économique de l'étudiant est, dans une grande mesure, la résultante du statut de travail de l'étudiant et notre intervention doit prendre pour objet central le travail que fait l'étudiant, son contenu et ses méthodes,» L'échec partiel de l'U.N .E.F. n'est pas l'échec d'une politique, c'est l'échec d'une certaine « pratique » au niveau le plus bas (problèmes de la participation, formation-recherche). C'est aux A.G.E., en face d'un choix politique clair, de développer au maximum leur pratique d'ici le Congrès, de manière à pouvoir préciser leurs formes d'intervention et leurs contre-propositions.

Dans un tel contexte politique, l'action revendicative axée sur l'allocation d'études ne peut être que conjoncturelle (passage au Parlement

de différents projets de loi sur l'Allocation d'études, préparation par le Pouvoir d'un éventuel <projet> de prestation d'études). Elle ne peut être en aucun cas l'occasion d'une épreuve de forces de l'U.N.E.F. face au pouvoir. La revendication n'est réaliste que dans la mesure où l'U.N.E.F. est capable de créer un rapport de forces favorable, or il est évident que d'ici 2 mois il n'en sera rien. (On peut affirmer que l'Assemblée Générale a voulu compenser son impuissance relative, dans la situation actuelle par un volontarisme qui fut, par la suite, dénoncé.)

L'U.N .E.F. À L'HEURE DU CHOIX

Tels sont les choix à moyen et long terme qui se posent pour le Syndicat étudiant, choix qui correspondent peut-être à une mutation du syndicat (Passage des problèmes strictement universitaires aux problèmes d'orientation de l'Economie). Il est nécessaire que nous prenions tous conscience de l'importance qu'il a pour toute la gauche, qui se refuse à prendre trop au sérieux les débats actuels de l'U.N.E.F.

Si l'U.N.E.F. abandonne son orientation, qu'elle s'est choisie depuis Dijon, on peut dire que c'est aussi l'échec de la gauche qui par son impuissance et son refus de poser les vrais problèmes aura asphyxié le Mouvement Etudiant.

Jean-Claude GILLET

(1)« Pour une nouvelle Education Politique : un nihilisme politique ; par Georges LAPASSADE- Combat du 20.1.65

(2) Bulletin n°3 de l'Union des Grandes Écoles « Action syndicale ou Agitation politique ».

LA PSYCHOLOGIE AURA-T-ELLE UNS PLACE

DANS UNS SOCIETE DS TYPE SOCIALISTE

Aujourd'hui dans les pays d'Europe et d'Amérique la psychologie connaît une vague incroyable. Elle influence de nombreux domaines : ceux du travail, de la pédagogie, du commerce, de la publicité ... Aux U.S.A. la psychologie a marqué fortement l'éducation, basée dans ce pays, sur les principes de non contrainte et d'expérimentation personnelle visant à laisser l'enfant se développer le plus librement possible. Contrairement à cette vogue, en U.R.S.S. nous notons une certaine méfiance à l'égard de la psychanalyse mais aussi de la psychologie appliquée s'adressant aux enfants. Nous remarquons qu'en U.R.S.S, contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes, l'instruction est largement ouverte à toute la masse de la jeunesse mais que les méthodes d'enseignement y sont toujours classiques celui-ci reste magistral et collectif

Face à de telles prises de position à l'égard de cette science relativement nouvelle qu'est la psychologie que nous est-il permis de penser ? La psychologie serait-elle étroitement liée à une société de type capitaliste ou bien la psychologie aura-t-elle un avenir et pourra-t-elle jouer un rôle efficace dans une société de type socialiste ?

PSYCHOLOGIE, EVOLUTION ST MILIEU.-

La psychologie vise à établir les lois qui régissent le comportement de l'homme. Cette connaissance donnera à l'homme la possibilité de mieux se connaître et d'agir plus efficacement. Le but de cette étude est la personnalité adulte mais avant d'atteindre cette maturité l'être humain doit se développer et l'équilibre de l'adulte restera étroitement lié aux modalités de cette évolution.

- L'évolution de la personnalité

Cette évolution de l'enfant se fait par étapes successives que celui-ci devra normalement franchir avant d'atteindre l'âge adulte. Chacun de ces stades possède des caractéristiques propres à chaque âge déterminé. Pour Piaget l'enfant passerait par des phases d'équilibre qui correspondraient aux différents stades et progressivement l'enfant finirait par s'adapter.

Pour Mallen « le développement psychique de l'enfant présente des oppositions comme il s'observe dans tout devenir ». C'est ainsi que l'enfant passerait par des phases d'oppositions qui correspondraient aux états de crises ressenties par l'enfant au moment où il franchit un nouveau stade.

L'évolution de l'enfant dépend de facteurs internes venant de l'être lui-même et de facteurs externes, provenant de l'extérieur, de l'environnement. Le milieu joue donc un rôle dans le développement de l'enfant.

- L'homme, être social

L'évolution de l'enfant doit être telle que, une fois adulte, celui-ci soit parfaitement adapté au milieu environnant. L'enfant qui se développe doit tenir compte sans cesse du milieu qui l'entoure et l'on constate au cours de l'évolution de l'enfant une interaction continuelle entre celui-ci et le milieu.

L'homme est un être éminemment social. C'est le langage, cette « signalisation du second degré », comme le dit Pavlov qui lui assure ce titre d'être social. Il y a chez l'enfant, contrairement aux petits animaux, une étroite liaison entre la croissance biologique et l'éveil de la vie psychique. Cette liaison de l'organisation et de l'intellect détermine l'apparition de l'émotion. Cette émotion est « ce qui soude l'individu à la vie sociale », écrit Wallon dans son article « l'organique et le social chez l'homme ». L'émotion engendre des attitudes et aussi l'expression qui aura recours au langage dès que celui-ci apparaîtra chez l'enfant. Au fur et à mesure que les choses s'intellectualisent l'homme n'a plus recours à l'émotion uniquement qui est directement liés aux réactions organiques, mais au langage qui possède des formules de plus en plus abstraites telles que celles des mathématiques que nous employons aujourd'hui. Il est nécessaire pour étudier l'homme de connaître son évolution mais aussi les interactions qui existent entre la société dans son ensemble et l'homme en particulier.

PSYCHOLOGIE ET MATÉRIALISME DIALECTIQUE

Marx écrivait que « l'être humain n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, l'être humain est l'ensemble des réactions sociales ». Aujourd'hui psychologues et psychanalystes pensent que l'homme ne peut être étudié qu'en « situation » et non isolé artificiellement de l'ensemble du groupe. C'est l'école allemande de la « gestalt » qui mit en évidence la notion de champ psychologique déterminé par le sujet et son environnement. D'autres auteurs essayèrent aussi de considérer l'homme dans sa totalité.

- L'influence de l'école culturaliste et des néofreudiens

Des études faites dans des pays de cultures différentes déterminèrent des chercheurs comme Ruth Benedict, Margaret Mead, Levi-Strauss, à rapprocher le type de culture du type de personnalité. La culture, ensemble de normes et de valeurs traduisant le mode de vie du groupe, influence directement l'enfant par l'intermédiaire tout d'abord de sa famille, puis de groupes sociaux de plus en plus nombreux avec lesquels il a des contacts. La culture agirait selon Margaret Mead par l'intermédiaire de l'éducation sur l'enfant. L'éducation renforcerait et sélectionnerait

certaines réactions considérées comme souhaitables et qui deviennent connues à tous les membres du groupe.

C'est ainsi que le schéma freudien de la personnalité est apparu bien vite comme reflétant « les préjugés et les idéologies d'une bourgeoisie décadente », car Freud refusait de tenir compte dans son étude du psychisme de l'homme, de la réalité sociale qui est liée à l'homme. Les néo-freudiens tels que Kardiner, Fromm, et Karen Horney accordent aujourd'hui une place importante à un déterminant social. Ces auteurs se sont rendus compte que les complexes fondamentaux de l'être humain dépendent étroitement de la culture à laquelle celui-ci appartient. C'est ainsi que Margaret Mead s'est aperçue que la crise pubertaire n'existait pas chez les jeunes filles de Samoa où certaines inhibitions sexuelles n'existaient pas. Il en serait de même du complexe d'Oedipe (attirance du petit garçon pour sa mère qui serait la marque d'une société patriarcale.)

Ainsi nous remarquons que pour effectuer une étude valable de l'homme, il faut le resituer dans son milieu et étudier aussi la société à laquelle il appartient.

- Le matérialisme dialectique

Wallon écrit : « le milieu le plus important pour la formation de la personnalité n'est pas le milieu physique, c'est le milieu social. Tour à tour elle se confond avec lui et s'en dissocie. Son évolution n'est « pas uniforme mais faite d'oppositions et d'indentifications. Elle est dialectique ». Le social se présente donc comme une sorte de superstructure pour l'homme. La psychologie, qui nous permet de connaître toute l'évolution de l'enfant et ainsi l'histoire de l'adulte, est une science essentiellement humaine qui s'intéresse à la vie et même à l'action. C'est ainsi que la psychologie possède les caractères fondamentaux de toute dialectique. Elle est « nécessairement » une praxis modifiant les relations réciproques du sujet et de l'objet dans une perspective historique et totalisante ».

CONCLUSION

La science psychologique doit donc considérer le problème social pour arriver à étudier l'homme dans sa totalité. La psychologie restera donc une science indispensable à toute société en évolution. Monsieur Dubreuil pense qu'« elle apprendra aux hommes à faire meilleur usage de leur intelligence et des capacités supérieures dont la nature les a éventuellement douées ».

Qu'est ce qui est le plus urgent, « réformer l'homme d'abord pour qu'il réforme la société, ou réformer la société d'abord pour qu'elle réforme l'homme ? »

Les U.S.A. ont parié sur la personne essentiellement, tandis que l'U.R.S.S. a lancé le pari de commencer par la réforme de la société. Qui aura raison ?

Janine PRAT

CONTRE PLAN

Conformément au mandat qu'il avait été donné par le Congrès National de la Grange-aux-Belles, le Bureau National du P.S.U. a présenté à la presse le lundi 23 Novembre dernier le Contre-Plan que le P.S.U. oppose au projet gouvernemental du 5^{ème} Plan. Cette initiative a trouvé un écho important dans la presque totalité de la presse et des signes de son retentissement continuent d'apparaître dans beaucoup de milieux de gauche. C'est pourquoi il nous a semblé intéressant de donner aux lecteurs de « Perspectives » une idée relativement précise de ce qu'est ce document.

L'ampleur du sujet traité nous oblige à scinder notre étude et nous nous <en tiendrons> pour cette première partie à essayer d'apporter une réponse à la question :

Pourquoi un Contre-Plan ?

Au moment où le Parlement commençait l'examen du projet gouvernemental « d'options pour le 5^{ème} Plan », le P.S.U. comme la plupart des organisations de gauche ont tenu à rappeler leur opposition à ce projet. Mais à la différence de beaucoup de ces organisations, le P.S.U. tient à expliciter son refus par la formulation de propositions précises qui constituent les bases du Contre-Plan qu'il propose comme plate-forme commune à l'ensemble des forces de la gauche française. Notre première démarche devra donc consister à montrer que le projet gaulliste n'est ni le seul ni le meilleur possible

Pourquoi le P.S.U. refuse le projet du V^{ème} Plan ?

Nous passerons sur les critiques pourtant graves qui peuvent être faites à ce Plan quant à la forme d'élaboration non démocratique, pour nous en tenir aux 6 critiques principales qui peuvent être faites quant au fond.

1°) Le projet gouvernemental se contente d'une expansion nationale de 3% par an. Le choix de ce taux est politique. Il manifeste l'attachement du Pouvoir aux structures capitalistes de l'Économie. Le gaullisme est conduit à redouter une forte croissance par crainte d'une inflation qu'il serait incapable de juguler.

Pour assurer la portée de ce choix il suffit de considérer qu'une évaluation du rythme annuel de croissance apporterait de 1966 à 1970, 6.50 milliards d'anciens francs de richesse supplémentaires à l'économie française. on voit qu'il s'agit là de pourcentage qui valent cher.

Puisque nous sommes au chapitre de l'expansion, notons que le choix gaulliste présente aussi un certain nombre d'inconvénients qualitatifs. L'accent mis sur des secteurs improductifs, le refus de réformes de structure alourdissant l'économie française au moment où elle aurait plus que jamais besoin de dynamisme et de rajeunissement.

2°) A ce choix d'un taux d'expansion plus faible que celui des années précédentes s'ajoute, de façon paradoxale, le refus de la réduction légale de la durée du travail réclamée par les travailleurs. La France restera donc un des pays européens où l'on travaille le plus longtemps...à moins que la bonne volonté patronale ne vienne y apporter remède.

3°) Contrairement à l'opinion trop généralement répandue selon laquelle le néo-capitalisme favorise l'égalisation dans la société actuelle, le projet gouvernemental aggrave les inégalités sociales en France en limitant à 3% environ la hausse annuelle moyenne des salaires, alors que les profits des sociétés pourront progresser de 8% par an, voire davantage. De plus, si l'on veut bien considérer que l'évolution démographique conduit à une augmentation considérable du nombre des vieux, des malades et des enfants, on s'apercevra que le ralentissement de l'évolution des prestations sociales et familiales aboutira à une diminution énorme des revenus de ces catégories non actives (de l'ordre de 1.200 milliards d'anciens francs par an, compte non tenu de l'évolution démographique).

Ainsi la « politique » des revenus préconisée par le Pouvoir apparaît comme une simple « police des salaires » aboutissant à un aggravation des inégalités sociales.

4°) En revanche, sous prétexte de « vérité des prix », le projet gouvernemental préconise une politique qui consiste à majorer indistinctement tous les tarifs publics, au mépris, d'ailleurs de sa propre politique de « stabilisation » et avec l'évident souci de se dégager ainsi de toute responsabilité dans le financement des investissements du secteur public.

5°) Les dépenses militaires qui ont déjà augmenté de 53% dans les 5 dernières années et progresseront encore de 35% d'ici à 1970. En 10 ans la croissance des dépenses militaires aura donc été de 250% et encore faut-il considérer que l'indice de base est pris en pleine guerre d'Algérie...

L'énormité de ces sommes consacrées à la réalisation de la politique d'armement nucléaire et du prestige du Pouvoir empêchera que puisse être rattrapé l'énorme retard des équipements sociaux collectifs.

6°) Le projet gouvernemental préconise le développement de l'autofinancement. Ce point très important à deux conséquences principales :

- le réinvestissement sur place par les entreprises de leurs propres bénéfices ne profite pas aux salariés mais seulement aux actionnaires (augmentation du capital, puis des profits...)

- les entreprises à grand profit pourront ainsi développer sans contrôle des investissements peu nécessaires au pays, alors que d'autres plus utiles ne seront réalisés.

.../...

Le Gouvernement gaulliste déplanifié

Nous ne pouvons analyser ici de façon précise le phénomène de « déplanification » qui accompagne depuis 1958 le régime gaulliste. Qu'il nous soit permis cependant d'en dire un mot :

Sous l'influence de financiers réactionnaires comme Ruef ou de politiciens conservateurs comme Pinay, Pompidou et Giscard d'Estaing, le pouvoir a progressivement démantelé les mécanismes financiers de la planification française en place durant les 15 années précédentes. Le Plan se trouve ainsi réduit de plus en plus à n'être qu'une vaste étude de marché, chargé seulement de donner plus de sécurité à la formation des profits des sociétés. Là où il n'y a pas de contrôle public des investissements prioritaires du pays, il n'y a pas de plan véritable.

Déjà les objectifs du 3^{ème} plan n'avaient pas pu être tous atteints. Faute en particulier d'une orientation appropriée des financements de l'investissement. Les prévisions du 4^{ème} Plan, le gouvernement vient de l'avouer, seront moins vérifiées encore.

La déplanification systématique a privé l'Etat de plus plusieurs de ses moyens d'invention pour laisser le capitalisme bancaire et les grands intérêts financiers reprendre, sous couvert d'économie libérale, la place qu'ils avaient perdue avec la collaboration et la guerre.

Cette orientation rétrograde ne pouvait protéger le pays de l'inflation. Celles-ci se développaient durant le 3^{ème} Plan et pendant le 4^{ème} Plan. Pour la freiner le Pouvoir s'est contenté, comme jadis les « libéraux » de la même école, de comprimer la consommation des classes populaires et de ralentir l'expansion. Le Gouvernement a ainsi avoué sa propre impuissance à respecter son Plan. La déplanification s'accroissant, le 5^{ème} Plan risque encore d'être moins appliqué que les précédents.

C'est avec cette orientation si manifestement contraire avec l'intérêt des masses, qu'a voulu rompre le P.S.U. en lançant son Contre-Plan.

POURQUOI UN CONTRE-PLAN ?

La présentation de ce contre-plan répond à une double nécessité :

- montrer que les choix gaullistes ne sont ni les seuls ni les meilleurs possible
- permettre à l'ensemble des forces de gauche de se mobiliser autour d'un objectif global à court et moyen termes.

L'objet de ce Contre-Plan est triple :

1°) le Contre-Plan définit des objectifs économiques et sociaux prioritaires. A l'encontre des catalogues revendicatifs traditionnels, il constitue un choix clair de ces priorités,

2°) Echappant au risque démagogique, le Contre-Plan constitue un ensemble cohérent,

3°) Le Contre-Plan précise les moyens à mettre en oeuvre pour parvenir à son application.

Le Contre-Plan n'apparaît pas comme amendement au Plan gaulliste, mais comme un véritable moyen de contestation et de lutte contre le Plan gaulliste. Sans être, certes, le programme économique de la société socialiste de demain, le Contre-Plan apporte une conception nouvelle qui ouvre la voie au développement socialiste.

Les objectifs et les moyens préconisés pour les atteindre dont nous parlerons dans les prochains numéros de « Perspectives » constituent la contribution de notre Parti à la définition des objectifs et des moyens de lutte de toute la Gauche. Elles appellent, bien entendu, critique, discussion, amélioration.

Jean-François PERTUS

BULLETIN D'ADHÉSION

Je soussigné.....demeurant à

.....

déclare donner mon adhésion au PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ - Section SORBONNE-LETTRES : 81 Rue Mademoiselle PARIS 15° (Retourner ce bulletin à l'adresse indiquée ci-dessus).

LA REVOLUTION AU MUSEE !

La Révolution. les grands Partis qui se réclament du Socialisme en ont depuis longtemps banni la perspective pour se consacrer à ces luttes « concrètes » que sont les élections et l'appui aux revendications au jour le jour des centrales ouvrières. Le PCF développe sa conception du premier pas vers le socialisme que cette démocratisation à comparer à un Pouvoir personnel suffisamment dangereux pour, selon lui, nourrir le virus d'un fascisme toujours menaçant. Quant à la S.F.I.O., il ne s'agit que de la citer « pour l'Histoire » pour constater chaque jour davantage une dégénérescence qui ne cesse de s'amplifier. L'opération Deferre ne constitue à cet égard que la liquidation des derniers vestiges bien tenus dans la tradition ouvrière que conservait ce parti.

Les « biens intentionnés » sont passés du stade de la confiance à la proclamation : « Cinq colonnes à la Une » pour la « Révolution au Musée ».

Les sarcasmes ou la sympathie amusée des « réalistes » s'ils nous ont peu à peu amenés à nous dévêtir d'un certain romantisme révolutionnaire nous ont renforcé dans nos convictions d'accentuer la remise en question des vieux dogmes pour redéfinir, avec plus de vigueur, le socialisme possible.

Socialisme possible, certes, mais non socialisme de compromis et de la trahison « pour son bien » d'un prolétariat dont on s'obstine à vouloir prouver la disparition. La voie française vers le socialisme doit être trouvée. L'évolution du monde socialiste, la découverte de la liberté et de la dignité par les peuples traditionnellement opprimés du Tiers-Monde, le pourrissement du colosse américain et la relève, corollaire de ses étudiants, tout cela ne peut que nous renforcer dans ce que les septiques appellent la « prophétie » de Marx : la révolution solidaire à l'échelle mondiale.

Mais cela ne doit pas pour autant nous cantonner dans l'attentisme que ce soit celui, prudent, de nos camarades du PC, celui des esthètes de la révolution qui composent une petite partie de la Gauche, ou encore celui des humanistes aux mains pures, à la Koestler ou à la Camus. Face à la société de consommation que l'on nous construit peu à peu, nous devons par une remise en cause de nos moyens traditionnels permettre aux masses mystifiées de prendre conscience non seulement d'une situation nouvelle mais aussi des menaces qui pèsent sur leur avenir. L'ordre bourgeois libéral est mort, l'ère du consommateur et du technocrate commence. Une barrière détruit la solidarité, barrière d'un objet : machine opprimante ou objet de consommation courante ; l'aliénation (2) de l'homme s'étend à tous les niveaux où il pourrait mettre encore en jeu sa liberté. Depuis la culture avec les « masse-média » jusqu'au travail que la mystification du système cherche à compenser par des loisirs au rabais. Le meilleur des mondes, la société stéréotypée s'édifie <et> remet en cause la notion même de démocratie et fabrique un type d'homme docile et bien nourri. Les conditionnements sont implacables. La logique du capitalisme fondée d'abord sur les exigences de profit tend à transformer l'homme en robot travailleur consommateur pour rien ; pour la conservation d'un ordre établi dont on ne peut concevoir d'autre finalité que celle de secréter sa propre prolongation. Un processus de réification (3) (« chosification ») est enclenché. Ce n'est pas là un exemple de politique fiction, mais l'expression schématisée d'analyses que se font jour tant à partir de la société américaine (4) que du néo-capitalisme français (5) ou italien (3).

Exigences de liberté, solidarité des travailleurs, ce sont là des valeurs en voie d'extinction forcée, ce sont là aussi des valeurs portées par le mouvement ouvrier : celles qui préfiguraient dans sa pratique le socialisme en germe. Le stalinisme a creusé un fossé, toujours ouvert entre les valeurs portées par le mouvement ouvrier et la manière dont on construisait le socialisme, là-bas. Le PCF s'est construit sur ce hiatus, ne devant son existence qu'à un compromis bâtard qui s'exprimait par la juxtaposition de mots d'ordre « politique ». (Revenchards allemands etc...) plaqués sur des revendications traditionnelles et défensives (vie chère, « des sous »). Le mouvement ouvrier s'est émiétté sur des bases théoriques qui niaient son histoire. La guerre d'Algérie a accéléré le processus.

C'est au PSU, expression à la fois de la situation du mouvement ouvrier et d'une volonté de refaire l'unité sur des bases nouvelles mais renouant avec ces valeurs, que les problèmes les plus cruciaux du socialisme ont été posés. On sait qu'ils n'y ont pas été résolus dans la mesure où il manquait une pratique de tout le mouvement ouvrier. Mais nous sommes décidés, et l'évolution de secteurs de plus en plus importants de la gauche nous renforcent à poser les questions qu'il faut poser et dont l'avenir du mouvement ouvrier dépend.

En ce qui nous concerne, à notre niveau, notre travail consistera à reprendre à la fois le dialogue et une constante élaboration théorique sur le problème des moyens de la révolution. Nous ne ferons aucune porte, même si nos sympathies s'expriment par une attention soutenue à ce qui se passe au Parti Communiste italien (6), et dans l'expression d'un renouveau en France, que ce soit chez ceux qui se réclament de l'existentialisme, d'un christianisme engagé ou d'un marxisme non scholastique.

« Nous pensons qu'en creusant le marxisme et la tradition totale du mouvement ouvrier, communisme compris, on peut si on le veut, dans la lucidité et la loyauté, donc dans la difficulté, trouver des voies où la grande tradition ouvrière fasse sa jonction avec des hommes venus d'autres horizons. »(7).

X X

X

1) Il va de soi que la problématique de cet article n'est pas exclusive. Si elle se limite volontairement à un côté plus éthique du problème c'est surtout pour insister sur ce qui est actuellement négligé. Que ce soit par des courants « sociologiques » tendant à la dépolitisation ou « scientistes » tendant au dogmatisme.

2) Voir K.Marx : les manuscrits de 1844 ; André Gorz : la morale de l'histoire

3) Voir L.Magri : temps modernes, septembre-octobre 62

4) Voir Betty Friedan : la femme mystifiée ; Galbraith : l'ère de l'opulence

5) Voir André Gorz : Stratégie ouvrière et néo-capitalisme

6) Voir testament de Togliatti

7) Emmanuel Mounier : le communisme devant nous.

Jean Tercé
Secrétaire Section Droit

X X

X